

bpost : résultats du second trimestre 2018

Faits marquants du second trimestre 2018

- **Les produits d'exploitation** s'élèvent à 928,4 millions EUR (+32,7%), sous l'impact des acquisitions et d'une croissance excellente des Parcels.
- **L'évolution de volume sous-jacent de Domestic Mail affiche -4,1%**, en raison d'un meilleur trimestre du Transactional Mail supporté par une base comparable faible (-9,9% au second trimestre 2017 contre -3,2% au second trimestre 2018) et des mailings spécifiques au cours du trimestre.
- **Hausse des volumes des Domestic Parcels de +25,8%** (+25,5% au second trimestre 2017), conforme à notre guidance grâce à une croissance forte de l'e-commerce et une tendance positive continue du C2C. Effet mix/prix de -6,2%, totalement lié au mix.
- **Les International Parcels sont en hausse de 4,3 millions EUR**, grâce aux revenus plus élevés des Etats-Unis et de l'Europe.
- Les **Logistic Solutions augmentent de 202,9 millions EUR**, à la suite essentiellement de la consolidation de Radial (+196,1 millions EUR).
- Les **Additional Sources of Revenues** (hausse de 15,6 millions EUR) ont bénéficié de l'influence du rachat d'Imex et M.A.I.L., Inc. dans l'International Mail.
- Phasage des **coûts** en ligne avec la trajectoire pour l'année complète 2018, les coûts organiques sont sous contrôle. Si l'on exclut les éléments ponctuels (montant net de +4,5 millions EUR), la base organique des coûts a été impactée par la croissance des Domestic Parcels à hauteur de 8,3 millions EUR et par les coûts de transport liés à l'évolution des activités internationales.
- **L'EBITDA a diminué**, pour atteindre un montant attendu de 140,4 millions EUR, sous l'influence de coûts organiques plus élevés.
- **Le bénéfice net de bpost SA selon les normes BGAAP augmente de 6,1 millions EUR** et s'établit à 82,6 millions EUR.
- **Perspectives pour 2018 et trajectoire de fin de période confirmées** : EBITDA normalisé au plus bas de la fourchette de 560-600 millions EUR ; dividende d'au moins 1,31 EUR.

Déclaration du CEO

Koen Van Gerven, CEO, a commenté ces chiffres comme suit : « *Les résultats du second trimestre sont en ligne avec nos prévisions pour 2018, telles que présentées à notre Capital Markets Day en juin. Nous sommes particulièrement satisfaits de la croissance organique de notre activité des paquets, soutenue par le développement de l'e-commerce dans la région Be-Ne. Nous anticipons un effet saisonnier favorable au second semestre de l'année. Nous sommes sur la bonne voie pour réaliser un EBITDA normalisé 2018 dans le bas de notre fourchette de guidance et pour distribuer un dividende au moins équivalent à celui de l'année précédente.*

bpost continue sa transformation en vue de devenir un acteur internationale de logistique e-commerce. La nouvelle organisation est désormais en place pour la mise en œuvre du plan, avec les priorités suivantes : adapter nos services courrier et retail en Belgique à l'évolution des besoins de nos clients dans cet environnement dynamique, stimuler la croissance rentable des paquets et de la logistique e-commerce et optimiser Radial pour réaliser la thèse d'investissement. »

Perspectives pour 2018

Les perspectives pour 2018 incluent les acquisitions de Radial, Bubble Post, Leen Menken Foodservice Logistics, IMEX Global Solutions, M.A.I.L. et Active Ants.

Nous attendons une croissance des revenus qui découle des éléments suivants :

- **une croissance à deux chiffres des Domestic Parcels**, avec un effet prix/mix compris entre -3% et -6%;
- **une croissance continue des International Parcels**;
- des revenus de Radial influencés par l'attrition de clients, en partie compensés par:
 - un déclin du volume sous-jacent en Domestic Mail **jusqu'à 7%**, en partie compensé par un effet prix/mix de +4% en moyenne;
 - une diminution continue du revenu des Banking & Financial products.

Au niveau des coûts, nous attendons une hausse en raison de:

- une augmentation des coûts de transport liée à la croissance en International Parcels & Mail;
- une consolidation des entreprises récemment acquises;
- une indexation des salaires attendue en octobre 2018;

en partie compensée par:

- une amélioration constante de la productivité et une optimisation du mix ETP ;
- une optimisation constante des coûts.

L'**EBITDA de Radial** impacté par la **suppression de magasins en ligne** et des **charges d'exploitation plus importantes que prévu** (avantages médicaux et inflation) pas entièrement compensés par des gains de productivité.

En conséquence, notre ambition est d'atteindre un **EBITDA normalisé au bas de notre fourchette de 560 à 600 millions EUR et un dividende pour 2018 au moins du même niveau que celui de 2017.**

- Nous attendons des capex bruts autour de 140,0 millions EUR, expliqués par les investissements récurrents et le développement des nouvelles filiales (Radial, Ubiway et DynaGroup).

Chiffres clés¹

2 ^e trimestre (en millions EUR)					
	Publiés		Normalisés		% Δ
	2T17	2T18	2T17	2T18	
Total des produits d'exploitation (revenus)	699,6	928,4	699,6	928,4	32,7%
Charges d'exploitation	540,3	788,0	540,3	788,0	45,8%
EBITDA	159,3	140,4	159,3	140,4	-11,9%
Marge (%)	22,8%	15,1%	22,8%	15,1%	
EBIT	136,0	100,3	136,0	102,6	-24,6%
Marge (%)	19,4%	10,8%	19,4%	11,1%	
Résultat avant impôts	140,1	98,7	140,1	101,0	-27,9%
Impôts sur le résultat	40,4	33,2	40,4	33,7	
Résultat net	99,7	65,5	99,7	67,3	-32,6%
FCF	0,8	(78,6)	0,8	(78,6)	
Résultat net bpost S.A. (BGAAP)	76,5	82,6	76,5	82,6	8,1%
Dette nette / (trésorerie nette), au 30 juin	(596,2)	275,6	(596,2)	275,6	

¹ Les chiffres normalisés ne sont pas audités

1er semestre (en millions EUR)

	Publiés		Normalisés		% Δ
	1S17	1S18	1S17	1S18	
Total des produits d'exploitation (revenus)	1.421,1	1.844,6	1.421,1	1.844,6	29,8%
Charges d'exploitation	1.084,8	1.564,0	1.084,8	1.564,0	44,2%
EBITDA	336,3	280,6	336,3	280,6	-16,6%
<i>Marge (%)</i>	<i>23,7%</i>	<i>15,2%</i>	<i>23,7%</i>	<i>15,2%</i>	
EBIT	290,2	205,1	290,2	209,4	-27,8%
<i>Marge (%)</i>	<i>20,4%</i>	<i>11,1%</i>	<i>20,4%</i>	<i>11,4%</i>	
Résultat avant impôts	290,4	196,8	290,4	201,1	-30,8%
Impôts sur le résultat	94,7	68,8	94,7	69,8	
Résultat net	195,8	127,9	195,8	131,3	-32,9%
FCF	167,1	72,7	167,1	72,7	
Résultat net bpost S.A. (BGAAP)	170,8	154,9	170,8	154,9	-9,3%
Dette nette / (trésorerie nette), au 30 juin	(596,2)	275,6	(596,2)	275,6	

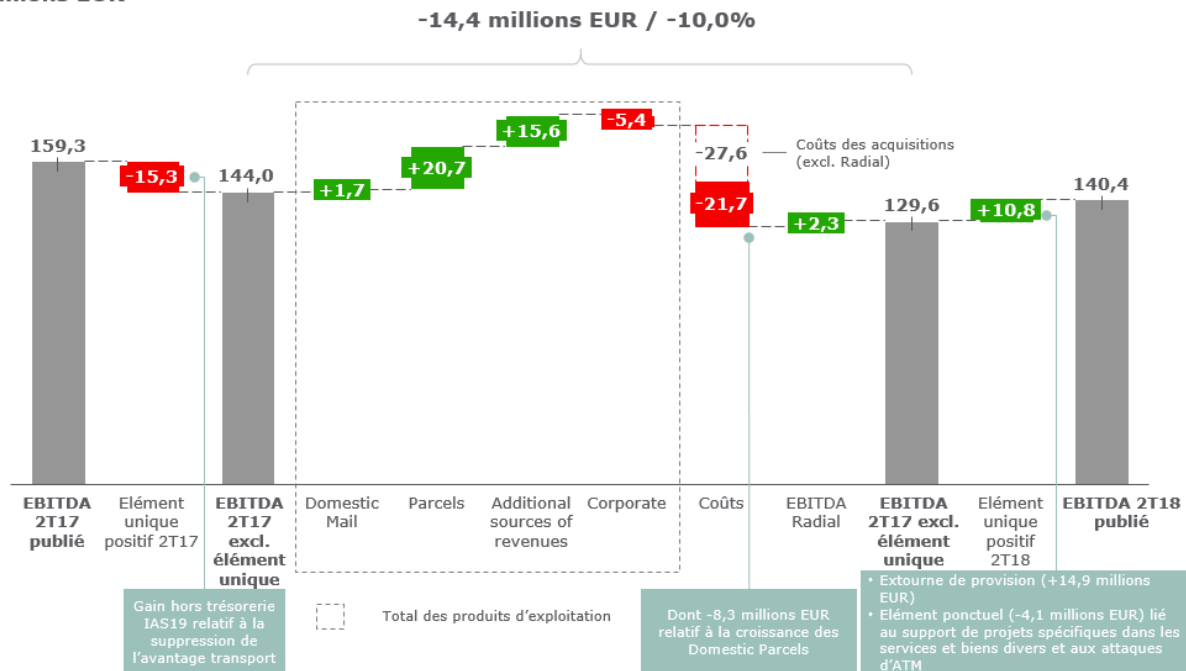
Pour plus d'informations:

Baudouin de Hepcée T. +32 2 276 2228 (presse et investisseurs)
 Saskia Dheedene T. +32 2 276 7643 (uniquement investisseurs)

corporate.bpost.be/investors
investor.relations@bpost.be

Second trimestre 2018 - Compte de résultats

Millions EUR



Le total des produits d'exploitation a augmenté de 228,8 millions EUR (soit 32,7%), pour atteindre 928,4 millions EUR. Si l'on exclut l'impact de Radial (196,1 millions EUR), l'augmentation se chiffre à 32,6 millions EUR. Celle-ci est expliquée par la hausse des Parcels (+20,7 millions EUR), les Additional Sources of Revenues (+15,6 millions EUR) et le Domestic Mail (+1,7 million EUR, grâce à la bonne performance du Transaction Mail), a été en partie compensée par la diminution de Corporate (-5,4 millions EUR).

Si l'on ne tient pas compte de Radial, du gain hors trésorerie de 15,3 millions EUR de l'année dernière résultant de la suppression de l'avantage en matière de transport et des éléments ponctuels au second trimestre 2018 pour un montant de 10,8 millions EUR, les coûts ont augmenté de 49,3 millions EUR, dont 21,7 millions EUR de croissance organique. La hausse des revenus a été dépassée par l'augmentation des coûts, ce qui a entraîné une baisse de l'**EBITDA** et de l'**EBIT** normalisés, respectivement de 11,9% et 24,6%.

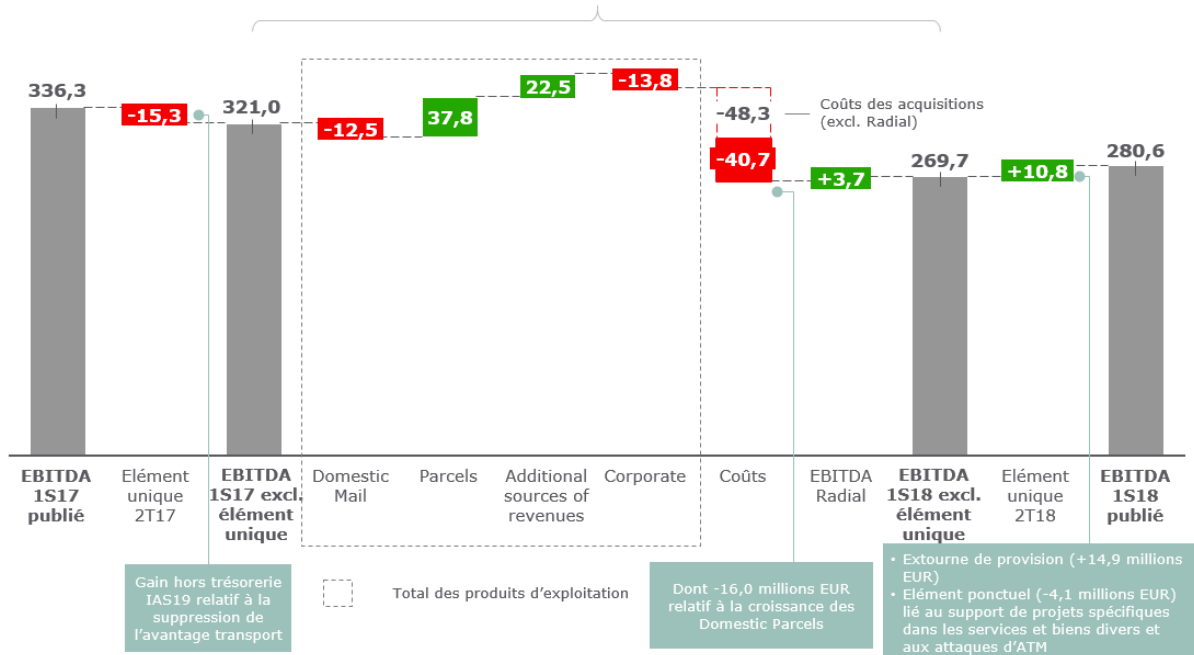
La diminution des **impôts sur le résultat normalisé** par rapport à l'année dernière s'explique principalement par la baisse du résultat avant impôt, le taux d'imposition effectif s'établissant à 33,4%.

Le résultat net IFRS normalisé du groupe s'est établi à 67,3 millions EUR. Le bénéfice net de la société mère **selon les normes belges GAAP** s'est élevé à 82,6 millions EUR, par rapport à 76,5 millions EUR l'année dernière.

Premier semestre 2018 - Compte de résultats

Millions EUR

-51,3 millions EUR / -16,0%



Le total des produits d'exploitation a augmenté de 423,5 millions EUR (soit 29,8%), pour atteindre 1.844,6 millions EUR. Si l'on exclut l'impact de Radial (389,5 millions EUR), l'augmentation se chiffre à 34,0 million EUR. La hausse des Parcels (+37,8 millions EUR) et des Additional Sources of Revenues (+22,5 millions EUR), a été partiellement compensée par la diminution de Corporate (-13,8 millions EUR) et du Domestic Mail (-12,5 millions EUR). L'augmentation des prix du Domestic Mail a été entièrement compensée par la diminution prévue du volume, le premier semestre de 2018 n'incluant que quatre mois d'augmentation des prix pour les articles du panier des petits utilisateurs, effective depuis le 1 mars 2018.

Si l'on ne tient pas compte de Radial et du gain hors trésorerie de 15,3 millions EUR de l'année dernière résultant de la suppression de l'avantage transport et des éléments ponctuels au second trimestre 2018 pour un montant de 10,8 millions EUR, les coûts ont augmenté de 89,0 millions EUR, dont 40,7 millions EUR de croissance organique. La hausse des revenus a été dépassée par l'augmentation des coûts, ce qui a entraîné une baisse de l'**EBITDA** et de l'**EBIT** normalisés, respectivement de 16,6% et 27,8%.

La diminution des **impôts sur le résultat normalisé** par rapport à l'année dernière s'explique principalement par la baisse du résultat avant impôt, le taux d'imposition effectif s'établissant à 34,7%.

Le résultat net IFRS normalisé du groupe s'est établi à 131,3 millions EUR. Le bénéfice net de la société mère **selon les normes belges GAAP** s'est élevé à 154,9 millions EUR.

Total des produits d'exploitation: aperçu des résultats du groupe

Second trimestre 2018

En millions EUR	2T17	Δ	2T18	% Δ	var. vol. sous-jacente, %
Domestic mail	336,3	1,7	338,0	0,5%	-4,1%
Transactional mail	201,6	5,0	206,6	2,5%	-3,2%
Advertising mail	62,6	(2,5)	60,1	-4,0%	-7,8%
Press	72,1	(0,7)	71,3	-1,0%	-2,5%
Parcels	145,5	216,8	362,3	149,0%	
Domestic parcels	54,6	9,6	64,2	17,6%	+25,8%
International parcels	54,5	4,3	58,8	7,9%	
Logistic Solutions	36,4	202,9	239,3	-	
Additional sources of revenues	208,2	15,6	223,9	7,5%	
International mail	40,1	21,5	61,5	53,6%	
Value added services	24,9	3,2	28,0	12,7%	
Banking and financial products	47,8	(6,9)	40,9	-14,4%	
Distribution	24,2	(0,7)	23,5	-3,1%	
Retail & Other	71,3	(1,3)	70,0	-1,9%	
Corporate (catégorie de réconciliation)	9,6	(5,4)	4,2	-56,2%	
TOTAL	699,6	228,8	928,4	32,7%	

Le **total des produits d'exploitation** a augmenté de 228,8 millions EUR, soit 32,7%, passant de 699,6 millions EUR au second trimestre 2017 à 928,4 millions EUR pour la même période de 2018.

Les revenus générés par le **Domestic Mail** ont légèrement régressé de 1,7 million EUR, pour s'établir à 338,0 millions EUR. La baisse de volume publiée et sous-jacente a atteint respectivement -4,1% et -4,3% (contre -5,8% de baisse sous-jacente du volume pour toute l'année 2017). L'amélioration de la tendance est principalement attribuable aux volumes de Transactional Mail.

Le Transactional Mail, avec des baisses de volumes publiée et sous-jacente de respectivement -3,5% et -3,2% (à comparer à une baisse sous-jacente du volume de -8,1% sur toute l'année 2017, -9,9% pour le même trimestre l'année passée) a principalement bénéficié d'une base comparable faible et l'impact positif de mailings spécifiques (lié par ex. au GDPR et à MiFID II). L'Advertising Mail, avec une baisse de volumes publiée et sous-jacente de -7,8%, continue de subir l'impact d'un marché publicitaire soumis à la concurrence et d'un phasage des dépenses vers le troisième trimestre, alors que les campagnes attendues autour de la Coupe du Monde ne se sont pas matérialisées. Le volume de la Press a diminué sur une base publiée et sous-jacente, de -2,5%, à comparer à la diminution sous-jacente de -3,7% en 2017.

La baisse totale de volume de courrier s'est chiffrée à -12,9 millions EUR, parallèlement à un jour ouvrable en moins pour les timbres (-0,5 million EUR) et a été plus que compensée par l'amélioration nette au niveau des prix et du mix, pour un montant de 15,1 millions EUR.

Les **Parcels** ont augmenté de 216,8 millions EUR, passant ainsi à 362,3 millions EUR. Hors impact de Radial (196,1 millions EUR), l'augmentation s'est élevée à 20,7 millions EUR, en raison principalement de la croissance continue des Domestic Parcels (9,6 millions EUR), des International Parcels (+4,3 millions EUR) et des Logistic Solutions (+6,8 millions EUR, hors Radial). Les Domestic Parcels ont de nouveau connu une croissance de volume trimestrielle importante (+25,8%). La croissance continue de l'e-commerce et des C2C Parcels (offre en ligne) est restée le principal moteur de croissance. Les augmentations tarifaires ont été totalement contrebalancées par l'évolution du mix client et produit,

résultant en un effet prix / mix combiné de -6,2%. La croissance des International Parcels a été favorisée par l'augmentation des revenus générés aux États-Unis et en Europe. Hors Radial, les Logistic Solutions ont connu une augmentation de 6,8 millions EUR, sous l'effet de la consolidation de Leen Menken et Active Ants.

Le total des produits d'exploitation issus des **Additional Sources of Revenues** a augmenté de 15,6 millions EUR, pour s'établir à 223,9 millions EUR. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions dans l'International Mail. En outre, les revenus moindres des Banking and financial products (-6,9 millions EUR) s'expliquent à leur tour surtout par la baisse des revenus des opérations financières gérées pour le compte de l'État belge et par la baisse des revenus des comptes d'épargne de bpost banque, conséquence des faibles taux d'intérêt. L'augmentation des Value Added Services (+3,2 millions EUR) est principalement due à la gestion des amendes transfrontalières pour le compte de l'État belge.

Les produits d'exploitation de **Corporate** ont diminué de 5,4 millions EUR.

Premier semestre 2018

En millions EUR	1S17	Δ	1S18	% Δ	var. vol. sous-jacente, %
Domestic mail	692,9	(12,5)	680,4	-1,8%	-5,4%
Transactional mail	415,8	(3,0)	412,8	-0,7%	-5,0%
Advertising mail	130,0	(6,5)	123,5	-5,0%	-7,7%
Press	147,1	(3,0)	144,1	-2,1%	-2,9%
Parcels	285,1	427,3	712,4	149,9%	
Domestic parcels	107,0	20,5	127,5	19,2%	+27,0%
International parcels	107,8	5,8	113,7	5,4%	
Logistic Solutions	70,3	400,9	471,3	-	
Additional sources of revenues	419,8	22,5	442,3	5,4%	
International mail	82,2	35,3	117,5	43,0%	
Value added services	50,9	4,0	54,9	7,9%	
Banking and financial products	94,4	(9,8)	84,6	-10,3%	
Distribution	50,4	(3,3)	47,1	-6,5%	
Retail & Other	142,0	(3,8)	138,3	-2,6%	
Corporate (catégorie de réconciliation)	23,3	(13,8)	9,5	-59,3%	
TOTAL	1.421,1	423,5	1.844,6	29,8%	

Le **total des produits d'exploitation** a augmenté de 423,5 millions EUR, soit 29,8%, passant de 1.421,1 millions EUR au premier semestre 2017 à 1.844,6 millions EUR pour la même période de 2018.

Les revenus générés par le **Domestic Mail** se sont élevés à 680,4 millions EUR au premier semestre 2018, soit une baisse organique de 12,5 millions EUR par rapport au dernier exercice, due à un recul de l'évolution des volumes publiée à hauteur de -5,6% et à une évolution du volume sous-jacent de -5,4%, partiellement compensés par une amélioration du mix et des prix.

Les revenus **Parcels** ont augmenté de 427,3 millions EUR pour atteindre 712,4 millions EUR ou, si l'on exclut l'impact de Radial (389,5 millions EUR), l'augmentation s'élève à 37,8 millions EUR. Celle-ci est principalement expliquée par la croissance des volumes des Domestic Parcels de 27,0%, la progression des International Parcels et par l'augmentation organique des Logistics Solutions.

Les **Additional Sources of Revenues** se sont élevées à 442,3 millions EUR, soit une hausse de 22,5 millions EUR, principalement due à l'augmentation de l'International Mail, liée essentiellement aux acquisitions et aux Value Added Services, mais partiellement compensée par la diminution des Banking & Financial products, Distribution et Retail & Other.

Les produits d'exploitation de **Corporate** ont diminué de 13,8 millions EUR, pour s'établir à 9,5 millions EUR, principalement en raison de recettes inférieures issues de la vente de bâtiments.

Charges d'exploitation

Second trimestre 2018

En millions EUR	2T17	2T18	EUR Δ	% Δ
Charges de personnel et frais d'intérim	298,4	401,8	103,4	34,7%
<i>ETP</i>	<i>25.852</i>	<i>34.588</i>		
Services et biens divers (excl. frais d'intérim et coûts de transport)	104,2	180,7	76,5	73,4%
Coûts de transport	73,9	160,8	86,8	117,5%
Autres coûts	63,7	44,7	(19,0)	-29,8%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	540,3	788,0	247,7	45,8%

Au second trimestre 2018, le **total des charges d'exploitation** s'est élevé à 788,0 millions EUR, soit une augmentation de 247,7 millions EUR ou 45,8%. Si l'on exclut la consolidation des nouvelles filiales (221,5 millions EUR) et les éléments ponctuels² (4,5 millions EUR), les charges d'exploitation ont augmenté de 21,7 millions EUR, la hausse des charges de personnel et frais d'intérim (2,6 millions EUR), des services et biens divers hors frais d'intérim et de transport (12,5 millions EUR) et les coûts de transport (8,9 millions EUR) n'ayant été que partiellement compensée par la diminution des autres coûts (2,3 millions EUR).

Les **charges de personnel et frais d'intérim** se sont élevées au second trimestre 2018 à 401,8 millions EUR et ont connu une augmentation nette de 103,4 millions EUR par rapport à la même période en 2017, en raison essentiellement de l'impact des nouvelles filiales (85,5 millions EUR). Au second trimestre 2017, les frais de personnel ont bénéficié de l'impact positif d'un gain hors trésorerie lié à la suppression de l'avantage transport (impact négatif de 15,3 millions EUR en 2018). Si l'on exclut cet élément, les charges de personnel et frais d'intérim ont augmenté de 88,1 millions EUR (dont 2,6 millions EUR d'augmentation organique).

Les effectifs moyens publiés d'une année à l'autre ont augmenté de 8.736 ETP et intérimaires, ce qui a engendré un coût supplémentaire de 91,4 millions EUR, s'expliquant par l'intégration des ETP et intérimaires des nouvelles filiales, des volumes de paquets supérieurs et l'absentéisme.

Un effet mix positif a réduit les coûts à concurrence de 3,2 millions EUR, découlant principalement du recrutement d'agents auxiliaires.

Les impacts négatifs de l'indexation des salaires, de la CCT et des augmentations liées au mérite ont été compensés par l'impact du tax shift et l'évolution favorable de certaines provisions relatives au payroll et ont débouché sur un impact légèrement positif de 0,1 million EUR.

² Les éléments ponctuels (one-offs) sont constitués :

- du gain hors trésorerie IAS19 au second trimestre 2017, lié à l'arrêt de l'indemnité de transport sous le poste charges du personnel et intérim (impact négatif de 15,3 millions EUR en 2018);
- de l'extourne de certaines provisions au second trimestre 2018 (impact positif de 14,9 millions EUR en 2018), comptabilisée principalement dans les autres coûts (12,5 millions EUR) et dans une faible mesure dans le transport (0,9 million EUR) et les services et biens divers (1,5 million EUR) ;
- du support pour des projets spécifiques dans les services et biens divers, tel qu'anticipé, et des attaques d'ATM dans les autres coûts, pour un montant combiné total de +4,1 millions EUR

Si l'on ne tient pas compte de l'impact des nouvelles filiales (62,6 millions EUR), les **services et biens divers hors et frais d'intérêt et coûts de transport** ont augmenté de 13,9 millions EUR, ou 12,5 millions EUR hors éléments ponctuels. Cette augmentation est principalement expliquée par des coûts liés à des projets, d'assurance et des loyers et charges locatives (nouveau centre de tri à Bruxelles principalement) plus élevés, en parallèle avec davantage de coûts de fourniture d'énergie résultant de la hausse des prix du carburant.

Les **coûts de transport** se sont élevés à 160,8 millions EUR, en hausse de 86,8 millions EUR par rapport à l'année précédente (+ 117,5%), ou 87,7 millions EUR hors extourne de la provision, en raison du changement de périmètre (78,8 millions EUR). L'augmentation organique de 8,9 millions EUR est quant à elle expliquée par l'évolution des activités internationales et de l'augmentation des volumes de paquets nationaux.

Les **autres coûts** ont diminué de 19,0 millions EUR et ont été influencées positivement par l'extourne d'une provision au second trimestre 2018 (impact positif total de 14,9 millions EUR, dont 12,5 millions EUR dans les autres coûts) et négativement par les attaques d'ATM. Si l'on exclut ces deux éléments et la consolidation des nouvelles filiales, la baisse des autres coûts s'est chiffrée à 2,3 millions EUR, en raison principalement de la baisse des approvisionnements et marchandises.

Premier semestre 2018

En millions EUR	1S17	1S18	EUR Δ	% Δ
Charges de personnel et frais d'intérêt	605,9	803,2	197,3	32,6%
<i>ETP</i>	<i>25.773</i>	<i>34.709</i>		
<i>Services et biens divers (excl. frais d'intérêt et coûts de transport)</i>	<i>205,3</i>	<i>328,4</i>	<i>123,1</i>	<i>60,0%</i>
Coûts de transport	145,9	309,6	163,7	112,2%
Autres coûts	127,8	122,9	(4,9)	-3,8%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	1.084,8	1.564,0	479,2	44,2%

Au premier semestre 2018, le **total des charges d'exploitation** a augmenté de 479,2 millions EUR, soit 44,2%. Si l'on exclut la consolidation des nouvelles filiales (434,0 millions EUR) et les éléments ponctuels³ (4,5 millions EUR), les charges d'exploitation organiques ont augmenté de 40,7 millions EUR, les hausses des charges de personnel et des frais d'intérêt (12,3 millions EUR), des services et biens divers hors frais d'intérêt et coûts de transport (27,1 millions EUR) et des coûts de transport (14,0 millions EUR) n'ayant été que partiellement compensées par la diminution des autres coûts (12,7 millions EUR).

Lors du premier semestre 2018, les **charges de personnel et frais d'intérêt** ont augmenté de 197,3 millions EUR. Les effectifs moyens publiés d'une année à l'autre ont augmenté de 8.936 ETP, principalement en raison de l'intégration des nouvelles filiales, ce qui s'est traduit par des coûts supplémentaires de 182,4 millions EUR. En outre, l'effet prix négatif et le gain hors trésorerie de 15,3 millions EUR de l'année dernière, lié à la suppression de l'avantage transport, ont été partiellement compensés par un effet mix positif résultant principalement du recrutement d'agents auxiliaires. Si l'on exclut le gain hors trésorerie de l'année passée, l'augmentation organique des coûts s'est élevée à 12,3 millions EUR.

Les **services et biens divers hors frais d'intérêt et coûts de transport** ont augmenté de 27,1 millions EUR, hors consolidation des nouvelles filiales et éléments ponctuels, principalement en raison

³ Les éléments ponctuels (one-offs) sont constitués :

- du gain hors trésorerie IAS19 au second trimestre 2017, lié à l'arrêt de l'indemnité de transport sous le poste charges du personnel et intérêt (impact négatif de 15,3 millions EUR en 2018);
- de l'extourne de certaines provisions au second trimestre 2018 (impact positif de 14,9 millions EUR en 2018), comptabilisée principalement dans les autres coûts (12,5 millions EUR) et dans une faible mesure dans le transport (0,9 million EUR) et les services et biens divers (1,5 million EUR) ;
- du support pour des projets spécifiques dans les services et biens divers, tel qu'anticipé, et des attaques d'ATM dans les autres coûts, pour un montant combiné total de +4,1 millions EUR.

d'une augmentation des coûts liés aux projets, des loyers et des frais de location (essentiellement lié au nouveau centre de tri de Bruxelles), des frais d'assurance et des coûts de fourniture d'énergie.

Au premier semestre 2018, les **coûts de transport** se sont élevés à 309,6 millions EUR, soit une hausse de 163,7 millions EUR (164,6 millions EUR hors extourne de provision) par rapport à l'année précédente, principalement en raison du changement de périmètre (150,6 millions EUR). L'augmentation organique de 14,0 millions EUR est quant à elle expliquée par l'évolution des activités internationales et de l'augmentation des volumes de paquets nationaux.

La diminution des **autres coûts** au premier semestre 2018 hors impact des nouvelles filiales s'est élevée à 24,0 millions EUR et a résulté principalement de l'extourne d'une provision (impact positif total de 14,9 millions EUR, dont 12,5 millions EUR dans les autres coûts). En excluant cet élément et l'impact négatif des attaques d'ATM, les autres coûts organiques ont diminué de 12,7 millions EUR, principalement en raison de la baisse des approvisionnements et marchandises et de l'augmentation de la TVA récupérable.

Flux de trésorerie

Second trimestre 2018

Au second trimestre 2018, la sortie de trésorerie nette a augmenté de 82,9 millions EUR par rapport à la même période de l'an dernier, s'établissant à 131,5 millions EUR.

Le **flux de trésorerie disponible** a diminué pour s'établir à -78,6 millions EUR, soit 79,4 millions EUR inférieur à celui de l'an dernier.

Le **flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation** a diminué de 64,5 millions EUR, pour atteindre -61,6 millions EUR, principalement en raison d'un phasage des versements anticipés d'impôts (-60,0 millions EUR), les premiers versements anticipés ayant été payés au second trimestre 2018 et au troisième trimestre 2017, et du dividende de bpost banque (-5,8 millions EUR).

Les **activités d'investissement** ont résulté en une sortie de liquidités de 17,0 millions EUR au second trimestre 2018, soit une diminution de 15,0 millions EUR par rapport à la même période l'an dernier. L'augmentation des dépenses en capital (-6,2 millions EUR) et les titres de placement en 2017 (-12,0 millions EUR) n'ont pas pu être compensés par l'augmentation du produit de la vente d'immeubles au cours du même trimestre (+3,4 millions EUR).

Les sorties de liquidités liées aux **activités de financement** se sont élevées à 52,8 millions EUR, soit 3,4 millions EUR de plus que l'an dernier, en raison surtout des paiements liés aux emprunts.

Premier semestre 2018

Au premier semestre de 2018, bpost a généré 15,9 millions EUR de liquidités nettes. Cela représente une baisse de 101,4 millions EUR par rapport à la rentrée nette de liquidités de 117,3 millions EUR pour la même période l'année dernière.

Le **flux de trésorerie disponible** s'est élevé à 72,7 millions EUR, soit une diminution de 94,4 millions EUR par rapport à l'an dernier.

Le **flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation** a généré une entrée de liquidités à concurrence de 168,3 millions EUR, soit 90,2 millions EUR de moins qu'à la même période de l'année dernière, en raison d'une baisse de l'EBITDA normalisé, combinée au phasage des versements anticipés d'impôts et du dividende de bpost banque.

Les **activités d'investissement** ont résulté en une sortie de liquidités de 95,6 millions EUR au premier semestre 2018, à comparer à une sortie de 91,4 millions EUR pour la même période l'an dernier. Les sorties de liquidités liées aux acquisitions étaient inférieures de 20,9 millions EUR à celles de l'an dernier. Cette diminution a été partiellement compensée par une baisse du produit de la vente

d'immeubles (-5,4 millions EUR), des dépenses en capital plus élevées (-7,7 millions EUR) et des placements en 2017 (-12,0 millions EUR).

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement ont atteint 56,8 millions EUR (49,7 millions EUR en 2017), en raison surtout des paiements liés aux emprunts et aux transactions avec les intérêts minoritaires.

Principaux événements du second trimestre

Le 2 mai 2018, bpost a accéléré sa transformation en adaptant sa structure et le Comité exécutif du Groupe

De façon à préparer l'entreprise pour l'avenir, le Conseil d'administration a décidé d'adapter sa structure et le Comité exécutif du Groupe à compter du 2 mai. Le groupe bpost s'organisera ainsi autour de trois unités opérationnelles :

- L'unité opérationnelle Mail & Retail sera chargée des activités commerciales et opérationnelles liées au courrier et à la vente de détail (retail), inclus les activités bancaires et financières en Belgique. Kurt Pierloot dirigera cette nouvelle entité, tout en restant membre du Comité exécutif du groupe.
- L'unité opérationnelle Parcels & Logistics Europe & Asia sera en charge des activités commerciales et opérationnelles liées aux paquets et à la logistique en Europe et en Asie. Luc Cloet, qui dirige actuellement cette entité, intégrera le Comité exécutif du groupe.
- L'unité opérationnelle Parcels & Logistics North America sera chargée des activités commerciales et opérationnelles déployées en Amérique du Nord. Les filiales nord-américaines Radial et Landmark Global font partie de cette entité. Pierre Winand, qui gère actuellement cette division, intégrera le Comité exécutif du groupe.

Le 9 mai 2018, l'Assemblée Générale a approuvé le renouvellement du mandat de 2 membres du Conseil d'administration

L'Assemblée Générale a approuvé le renouvellement du mandat de Monsieur Michael Stone et de Monsieur Ray Stewart en tant qu'administrateurs indépendants de bpost. Les mandats de l'Etat Belge concernant les administrateurs non exécutifs Luc Lallemand, Laurent Levoux et Caroline Ven expiraient au 16 janvier 2018. Ils ont continué à exercer leurs fonctions jusqu'à l'Assemblée Générale du 9 mai 2018. L'Etat Belge a demandé à bpost de reporter à une date ultérieure la nomination de trois administrateurs qui seront proposés par l'Etat Belge.

Le 30 mai 2018, bpost et DHL ont décidé de collaborer dans le domaine de la livraison e-commerce au Benelux

Cette collaboration a pour ambition de stimuler l'e-commerce transfrontalier et à offrir aux e-tailers une solution globale sur le plan logistique. DHL Parcel et bpost vont collaborer de manière non exclusive sous la bannière « Les livreurs du Benelux » afin de favoriser les achats en ligne transfrontaliers et d'en accélérer le traitement pour les consommateurs et les webshops. La croissance de l'e-commerce entraîne également une augmentation du shopping en ligne transfrontalier. Grâce à cette collaboration dans les domaines de la livraison, du tri, de la distribution et des retours, l'e-commerce transfrontalier bénéficie d'un stimulant supplémentaire et les boutiques en ligne se voient proposer une solution « tout-en-un ».

Le 21 juin 2018, bpost a tenu son Capital Markets Day, a présenté une vision redéfinie pour 2022, ses trois priorités stratégiques et des objectifs à moyen terme pour la période 2018-2022

La vision 2022 de bpost a pour objectif, sans tenir compte du mail, de devenir un acteur global efficace de l'e-commerce basé en Belgique. L'objectif de bpost pour 2022 est de générer 45% des revenus

d'activités en dehors de la Belgique et 60% des revenus générés par les activités liées aux paquets et à la logistique.

bpost se concentrera sur trois priorités stratégiques en ligne avec la nouvelle organisation:

- Rester un fournisseur efficace de courrier, de commerce de détail et de services publics
- Croissance rentable dans le secteur des paquets et de la logistique en Europe et en Asie
- Concrétiser la thèse d'investissement de Radial en Amérique du Nord

Ces priorités stratégiques se traduisent par une révision des objectifs financiers à moyen terme du groupe bpost sur une base organique. Parmi les éléments clés :

- EBIT normalisé 2018 : ambition d'atteindre un EBITDA normalisé dans le bas de la fourchette de 560 à 600 millions EUR équivalent à un EBIT normalisé de 400-440 millions EUR
- EBIT normalisé 2019-2022 : ambition consistant à atteindre un EBIT organique normalisé de l'ordre de 390 à 440 millions EUR, avec une année 2019 qui devrait se situer au bas de cette fourchette, en tenant compte de:
 - o la baisse du volume du courrier atteignant progressivement -9% d'ici 2022, partiellement compensée par un effet prix/mix supérieur (env. 50% de la baisse de volume) et des améliorations de productivité dues aux options de réduction des coûts ;
 - o une croissance à deux chiffres du volume des paquets Be-Ne, partiellement compensée par un effet prix mix compris entre -3% et -6%
 - o une croissance organique d'environ 10% des revenus de la logistique d'e-commerce en Europe ;
 - o une croissance annuelle du chiffre d'affaires de Radial de +7 à 9% entre 2019 et 2022 et d'une contribution à l'EBITDA de l'ordre de 100 à 120 millions USD d'ici 2022.
- La direction s'engage à dégager des bénéfices de manière à être en position de pouvoir maintenir le dividende. La politique de distribution est inchangée, avec un paiement d'au moins 85% du bénéfice net selon les BGAAP.

Calendrier financier

09.08.18 (10.00 CET)
08.10.18

Conférence téléphonique avec les analystes
Début de la période de silence précédant la publication des résultats T3/2018

07.11.18 (17.45 CET)
08.11.18 (10.00 CET)
03.12.18 (17.45 CET)

Annnonce des résultats T3/2018
Conférence téléphonique avec les analystes
Annnonce d'acompte sur dividende 2018

06.12.18

Date ex-dividende (acompte sur dividende)

07.12.18

Date d'enregistrement (acompte sur dividende)

10.12.18

Paiement de l'acompte sur dividende

Etats financiers consolidés intermédiaires condensés⁴

Compte de résultats consolidé intermédiaire condensé

En millions EUR	NOTES	Total de l'année en cours 30 juin		2 ^e trimestre	
		2017	2018	2017	2018
Chiffre d'affaires	6	1.402,9	1.830,7	692,3	920,6
Autres produits d'exploitation		18,1	13,9	7,3	7,8
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		1.421,1	1.844,6	699,6	928,4
Approvisionnements et marchandises		(121,7)	(124,5)	(60,2)	(62,3)
Services et biens divers		(381,1)	(709,7)	(194,0)	(376,5)
Charges de personnel		(575,9)	(731,4)	(282,5)	(366,8)
Autres charges d'exploitation		(6,1)	1,6	(3,5)	17,6
Dépréciation - Amortissements		(46,0)	(75,5)	(23,3)	(40,1)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	7	(1.130,9)	(1.639,5)	(563,6)	(828,1)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)		290,2	205,1	136,0	100,3
Revenus financiers		2,2	3,5	0,8	1,3
Charges financières		(3,8)	(13,1)	(0,9)	(8,0)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		1,8	1,3	4,2	5,1
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		290,4	196,8	140,1	98,7
Impôts sur le résultat		(94,7)	(68,8)	(40,4)	(33,2)
RÉSULTAT DE LA PERIODE		195,8	127,9	99,7	65,5
Attribuable aux:					
Porteurs des capitaux propres de la société-mère		195,9	129,3	100,1	66,6
Intérêts minoritaires		(0,1)	(1,3)	(0,4)	(1,1)

REVENU PAR ACTION

En EUR	Total de l'année en cours 30 juin		2 ^e trimestre	
	2017	2018	2017	2018
► de base, bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	0,98	0,65	0,50	0,33
► dilué, bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	0,98	0,65	0,50	0,33

⁴ Les états financiers consolidés intermédiaires condensés sont préparés conformément à IAS 34 Information financière intermédiaire

Conformément à IAS 33, le résultat par action dilué est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère (après ajustement des effets au titre des actions ordinaires potentiellement dilutives) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'année, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

Dans le cas de bpost, aucun effet de dilution n'affecte le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère ni le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires.

État de résultat global consolidé intermédiaire condensé

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 June		2 ^e trimestre	
	2017	2018	2017	2018
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	195,8	127,9	99,7	65,5
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL				
<i>Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)</i>				
Gain / (perte) sur couverture d'investissement net	0,0	(3,4)	0,0	(6,6)
Gain / (perte) sur les instruments de la dette, à la juste valeur, via l'autre résultat global	0,0	(14,1)	0,0	(14,1)
Ecart dû à la conversion des devises étrangères	(3,0)	18,1	(2,7)	37,4
ÉLÉMENTS QUI SERONT RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS	(3,0)	0,6	(2,7)	16,7
<i>Éléments ne pouvant pas être reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)</i>				
Variation des autres éléments du résultat global des entreprises associées	(36,1)	(13,1)	(12,4)	(4,8)
Gains / (pertes) de réévaluation sur les régimes à prestations déterminées	1,9	0,5	1,9	0,5
ÉLÉMENTS NE POUVANT PAS ÊTRE RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS	(34,2)	(12,6)	(10,6)	(4,3)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT POUR L'EXERCICE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS	(37,2)	(12,1)	(13,3)	12,4
RÉSULTAT TOTAL DE L'EXERCICE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS	158,5	115,9	86,4	77,9
Attribuable aux:				
Porteurs des capitaux propres de la société-mère	158,7	117,2	86,8	79,0
Intérêts minoritaires	(0,1)	(1,3)	(0,4)	(1,1)

Bilan consolidé intermédiaire condensé

En millions EUR	NOTES	Au 31 décembre 2017	Au 30 juin 2018
Actifs			
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	8	710,3	684,0
Immobilisations incorporelles	9	910,6	928,4
Participations dans des entreprises associées	10	329,2	257,4
Immeubles de placement		5,7	11,9
Actifs d'impôts différés		31,5	34,7
Créances commerciales et autres créances		9,4	10,9
		1.996,6	1.927,3
Actifs courants			
Placements		0,0	0,0
Stocks		39,1	40,9
Impôt sur le résultat à recevoir		1,6	2,5
Créances commerciales et autres créances	11	719,4	553,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	466,0	491,2
Actifs destinés à la vente		0,6	1,3
		1.226,7	1.089,5
TOTAL DES ACTIFS		3.223,3	3.016,8
Capitaux propres et passifs			
Capitaux propres attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société-mère			
Capital souscrit		364,0	364,0
Actions propres		0,0	0,0
Réserves		310,1	284,0
Ecart de conversion		(11,5)	3,2
Bénéfices reportés		110,9	127,9
		773,5	779,1
Intérêts minoritaires		4,3	4,2
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		777,8	783,3
Passifs non courants			
Emprunts bancaires		58,4	61,7
Avantages au personnel	13	326,9	333,1
Dettes commerciales et autres dettes	14	45,2	39,3
Provisions		24,2	19,1
Passifs d'impôts différés		12,3	11,9
		467,0	465,1
Passifs courants			
Emprunts bancaires		699,9	702,3
Découverts bancaires		0,0	2,6
Provisions		21,2	11,4
Impôts sur le résultat à payer		39,3	29,5
Instruments dérivés	17		22,5
Dettes commerciales et autres dettes	15	1.218,2	1.000,1
		1.978,5	1.768,4
TOTAL DES PASSIFS		2.445,5	2.233,4
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		3.223,3	3.016,8

Mouvements consolidés des capitaux propres condensés

ATTRIBUABLES AUX PORTEURS DE CAPITAUX PROPRES

En millions EUR	CAPITAL SOUSCRIT	ACTIONS PROPRES	AUTRES RESERVES	ECART DE CONVERSION DE DEVISE	RESULTAT DE L'EXERCICE	TOTAL	INTERETS MINORITAIRES	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
AU 1 JANVIER 2017	364,0	(0,0)	274,2	2,5	135,5	776,3	3,1	779,3
Résultat de l'année 2017					195,9	195,9	(0,1)	195,8
Autres éléments du résultat			101,3	(3,0)	(135,5)	(37,2)		(37,2)
RÉSULTAT GLOBAL DE L'ANNÉE	0,0	0,0	101,3	(3,0)	60,4	158,7	(0,1)	158,5
Dividendes payés			(50,0)		0,0	(50,0)	0,0	(50,0)
Autres			(6,0)		(0,1)	(6,2)	0,1	(6,0)
AU 30 JUIN 2017	364,0	(0,0)	319,5	(0,5)	195,8	878,8	3,0	881,8
AU 1 JANVIER 2018	364,0	(0,0)	310,1	(11,5)	110,9	773,5	4,3	777,8
Impact IFRS 9 sur bpost banque			(59,9)			(59,9)		(59,9)
AU 1 JANVIER 2018 (retraité)	364,0	(0,0)	250,2	(11,5)	110,9	713,6	4,3	717,9
Résultat de l'année 2018					129,3	129,3	(1,3)	127,9
Autres éléments du résultat			84,2	14,7	(110,9)	(12,1)		(12,1)
RÉSULTAT GLOBAL DE L'ANNÉE	0,0	0,0	84,2	14,7	18,3	117,2	(1,3)	115,9
Dividendes payés			(50,0)		0,0	(50,0)	0,0	(50,0)
Autres			(0,4)		(1,3)	(1,7)	1,3	(0,4)
AU 30 JUIN 2018	364,0	(0,0)	284,0	3,2	127,9	779,1	4,2	783,3

Les capitaux propres ont augmenté de 5,5 millions EUR, soit 0,7%, pour atteindre 783,3 millions EUR au 30 juin 2018 contre 777,8 millions EUR au 31 décembre 2017. Le bénéfice réalisé (127,9 millions EUR) et les différences de change sur les opérations à l'étranger (14,7 millions EUR) ont été compensés entre autres par, l'impact sur bpost banque du passage à IFRS 9 Instruments financiers qui a remplacé IAS 39, l'ajustement de la juste valeur du portefeuille obligataire de bpost banque, la réévaluation à la valeur de marché du swap de taux d'intérêts et le paiement de dividendes respectivement pour un montant de 59,9 millions EUR, 13,1 millions EUR, 14,1 millions EUR et 50,0 millions EUR (dividende brut de 0,25 EUR par action, payé en mai).

Flux de trésorerie intermédiaire consolidé condensé

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin		2 ^e trimestre	
	2017	2018	2017	2018
Activités opérationnelles				
Résultat avant impôt	290,4	196,8	140,1	98,7
Amortissements et réductions de valeur	46,0	75,5	23,3	40,1
Réductions de valeur sur créances commerciales	1,0	5,4	0,7	1,4
Gain sur la vente d'immobilisations corporelles	(6,7)	(1,3)	(0,8)	(1,1)
Autres éléments non cash	(4,7)	3,3	(4,5)	2,6
Variation des avantages au personnel	(16,5)	6,9	(15,5)	7,5
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	(1,8)	(1,3)	(4,2)	(5,1)
Dividende reçu	5,8	0,0	5,8	0,0
Impôts payés sur le résultat	(7,1)	(67,2)	(3,6)	(64,1)
Impôts payés sur le résultat des années précédentes	(15,0)	(11,8)	0,0	0,0
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES AVANT CHANGEMENT DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET DES PROVISIONS	291,3	206,3	141,3	79,9
Diminution / (Augmentation) des créances commerciales et autres créances	132,3	77,2	27,0	(104,6)
Diminution / (Augmentation) des stocks	0,6	(0,5)	(0,8)	(2,0)
Augmentation / (Diminution) des dettes commerciales et autres dettes	(162,4)	(99,9)	(163,9)	(22,8)
Augmentation / (Diminution) des provisions	(3,5)	(14,9)	(0,7)	(12,2)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	258,4	168,3	2,8	(61,6)
Activités d'investissement				
Produits découlant de la vente d'immobilisations corporelles	10,7	5,3	1,7	5,1
Acquisition d'immobilisations corporelles	(25,0)	(34,2)	(16,2)	(21,8)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(6,8)	(5,8)	(2,6)	(3,2)
Acquisition d'autres investissements	12,0	0,5	12,0	(0,0)
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(82,3)	(61,4)	3,1	3,0
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(91,4)	(95,6)	(2,0)	(17,0)
Activités de financement				
Produits des emprunts et de contrats de location financement	0,6	0,0	0,6	0,0
Remboursement des emprunts et de contrats de location financement	(0,3)	(6,5)	0,0	(2,8)
Transactions avec les intérêts minoritaires	0,0	(0,3)	0,0	0,0
Dividendes payés	(50,0)	(50,0)	(50,0)	(50,0)
FLUX DE TRÉSORERIE NET GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(49,7)	(56,8)	(49,4)	(52,8)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	117,3	15,9	(48,6)	(131,5)
IMPACT NET DU TAUX DE CHANGE	(1,5)	6,7	(1,6)	8,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 1er janvier	538,9	466,0		
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 30 juin	654,7	488,6		
MOUVEMENTS ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 JUIN	115,8	22,6		

Commentaires sur les états financiers consolidés intermédiaires condensés

1. Informations générales

Les états financiers consolidés intermédiaires de bpost pour les 6 premiers mois au 30 juin 2018 ont été approuvés en accord avec la résolution du Conseil d'Administration du 8 août 2018.

Activités commerciales

bpost et ses filiales (dénommée ci-après « bpost ») fournissent des services nationaux et internationaux dans le domaine du courrier et du paquet, en ce compris l'enlèvement, le transport, le tri et la distribution de courrier adressé et non adressé, d'imprimés, de journaux, et de paquets.

Par le biais de ses filiales et de ses entités commerciales, bpost vend également toute une série d'autres produits et services, parmi lesquels des produits postaux, paquets, produits bancaires et financiers, la logistique e-commerce, des services de livraison express, des services de proximité et convenance, la gestion de documents et d'autres services apparentés. bpost assume également des activités d'intérêt économique général (SIEG) pour le compte de l'État belge.

Statut juridique

bpost est une société anonyme de droit public belge. Le siège social de bpost est sis au Centre Monnaie, à 1000 Bruxelles.

2. Base de préparation et principes comptables

Base de préparation

Ces états financiers intermédiaires ont été revus par un auditeur indépendant (voir notes, rapport sur la revue limitée).

Les états financiers consolidés intermédiaires pour ces 6 mois au 30 juin 2018 ont été préparés conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations et publications requises dans les états financiers annuels, et devraient être lus en conjonction avec les états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2017.

Principes comptables significatifs

Les principes comptables adoptés pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires sont en ligne avec ceux suivis dans la préparation des états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2017, à l'exception de l'adoption de nouveaux standards et interprétations effectifs à partir du 1er janvier 2018.

En dehors d'IFRS 9 - Instruments financiers, les nouvelles normes et amendements suivants, entrés en vigueur au 1er janvier 2018, n'ont aucun effet sur la présentation, la performance financière ou la position de bpost:

- **IFRS 15** – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Au cours des trois premiers mois de l'année 2018, bpost a finalisé l'évaluation des flux de revenus de Radial, acquise en novembre 2017, dans le cadre de son programme de mise en œuvre de l'IFRS 15. Sur base de l'analyse réalisée, bpost a conclu que l'adoption d'IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif pour bpost.
- **IFRS 2 – Amendements** – Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions
- **IAS 40 – Amendements** – Transferts des immeubles de placement

- **IFRS 4 – Amendements** – Application de la norme IFRS 9 Instruments financiers avec la norme IFRS 4
- **IFRIC 22** - Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée
- **Cycle d'améliorations annuelles 2014-2016**

Au 1er janvier 2018, la norme IAS 39 Instruments financiers: comptabilisation et évaluation ont été remplacée par la norme IFRS 9 Instruments financiers. bpost a appliqué IFRS 9 rétrospectivement au 1er janvier 2018 sans retraitement des comparatifs. La norme IFRS 9 rassemble les trois aspects du projet de la comptabilité des instruments financiers: (a) classification et évaluation, (b) réduction de valeur et (c) comptabilité de couverture. Le plus gros impact liée à IFRS 9 est relatif à sa participation de 50% dans bpost banque, dont le bilan est principalement composé d'instruments financiers.

L'impact de la norme IFRS 9 a été évalué comme suit :

- (a) Classification et évaluation : la classification et l'évaluation des actifs financiers sous la norme IFRS 9 dépendent d'un business model spécifique en place et des caractéristiques du flux de trésorerie contractuel des actifs. Les nouvelles exigences n'ont pas d'impact sur les actifs financiers de bpost. Par contre, bpost banque a reclassifié la majeure partie de son portefeuille obligataire de la catégorie disponible à la vente prévue par la norme IAS 39 à la catégorie coûts amortis prévue dans la norme IFRS 9. Cela a entraîné une diminution de capitaux propres de bpost banque de 121,4 millions EUR et par conséquent, les participations dans les entreprises associées et les réserves associées ont aussi diminué pour 50% de ce montant (soit 60,7 millions EUR), à la date de transition vers la norme IFRS 9.
- (b) Réduction de valeur : la norme IFRS 9 requiert la comptabilisation de pertes de crédit sur tous les instruments de dette, soit sur une base de 12 mois, soit sur base de la durée de vie. L'impact sur les créances commerciales de bpost était limité. Par ailleurs, bpost banque appliquera l'approche générale, soit la partie d'IFRS 9 qui remplacera les provisions qui concernent les dégâts causés mais non encore déclarés (IBNR). Cependant, l'impact n'était pas significatif (0,2 million EUR).
- (c) Comptabilité de couverture: bpost a très peu de transactions de comptabilité de couverture mais a décidé de continuer à appliquer la comptabilité de couverture d'IAS 39 car bpost banque continuera de l'appliquer jusqu'à ce que le projet de macro-couverture soit finalisé par l'IASB.

Il n'est pas possible de déterminer l'impact sur le bilan, le compte de résultats et les autres éléments du résultat global pour les six premiers mois, clos au 30 juin 2018.

Normes et interprétations qui ne sont pas encore appliquées par bpost

Les nouvelles normes IFRS et interprétations IFRIC suivantes, approuvées mais non effectives ou obligatoires encore, n'ont pas été adoptées par bpost dans la présentation de ses états financiers consolidés intermédiaires :

Normes et Interprétations	Effectif pour le reporting commençant au ou après le
IFRS 16 – Contrats de location	1 January 2019
IFRIC 23 Interprétation - Incertitude relative aux traitements fiscaux (*)	1 January 2019
IFRS 9 – Amendements - Remboursement anticipé avec compensation négative	1 January 2019
IAS 28 – Amendements – Intérêts à long terme dans des entreprises associées et de coentreprises (*)	1 January 2019
IAS 19 – Amendements – Amendement du plan, restrictions et accords non récurrents	1 January 2019
IFRS 17 - Contrats d'assurance (*)	1 January 2021

(*) Non encore adopté par l'Union Européenne à la date de ce rapport

IFRS 16 remplacera IAS 17 Contrats de location, IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC-15, Avantages dans les contrats de location simple et SIC-27, Evaluer la substance des transactions sous la forme juridique d'un contrat de location. IFRS 16 énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information des contrats de location et exige que les locataires comptabilisent tous les contrats dans un seul modèle de bilan similaire à la comptabilisation des contrats de location-financement selon IAS 17. IFRS 16 sera en vigueur à compter du ou après le 1er janvier 2019. Conformément à la méthode de transition de la norme, bpost en tant que locataire a choisi d'appliquer la norme en utilisant une approche rétrospective modifiée calculée à la date de transition (modified B). A ce jour, bpost a analysé ses charges d'exploitation et revu ses contrats de location d'exploitation en mettant l'accent sur les entités dont les loyers sont élevés. bpost s'attend principalement à un impact sur les engagements de flotte et de bâtiments dans les entreprises belges et dans une moindre mesure pour les engagements sur les bâtiments au sein des entités étrangères. bpost travaille actuellement à l'intégration de ces données dans un moteur de calcul afin de parvenir à une solution durable.

bpost n'a pas adopté de façon anticipée d'autres normes, interprétations ou amendements publiés mais non encore d'application effective.

3. Saisonnalité des opérations

Les revenus et bénéfices de bpost sont affectés par un certain nombre de fluctuations saisonnières.

Selon le sixième contrat de gestion, bpost est le fournisseur de certains SIEG. Ces derniers comprennent, entre autres, le maintien d'un réseau Retail étendu et des services tels que le paiement à domicile des pensions et l'exécution de services financiers postaux. En vertu de l'engagement pris par l'État belge vis-à-vis de la Commission européenne, la distribution des journaux et magazines ne fait plus partie du contrat de gestion. L'État belge a décidé à cet égard d'attribuer le contrat de distribution des journaux et périodiques à bpost à l'issue d'une consultation publique du marché. La compensation des SIEG se base sur une méthodologie de coût net évité (« NAC » pour net avoided cost) et est répartie de manière égale sur les quatre trimestres. Cette méthode veille à ce que la compensation soit calculée en fonction de la différence en coût net entre le fait d'assurer ou non la fourniture des SIEG. La rémunération pour la distribution des quotidiens et périodiques consiste en un montant forfaitaire (équitablement réparti sur les quatre trimestres) et en une commission variable selon les volumes distribués. Cette rémunération est soumise à un calcul ex post reposant sur l'évolution de la base de coûts de bpost. En cours d'année, les calculs sont effectués pour les SIEG et la distribution des journaux et périodiques afin de s'assurer que la rémunération corresponde bien aux montants comptabilisés.

La haute saison qui commence à partir du mois de décembre en Europe et aux environs de Thanksgiving aux États-Unis a un effet positif sur les ventes du secteur Parcels and Logistics. Pour Radial, l'un des principaux acteurs américains de la logistique intégrée d'e-commerce et de la technologie omnicanale, le quatrième trimestre est historiquement le trimestre où les revenus et les bénéfices sont les plus élevés.

4. Regroupement d'entreprises

Acquisition d'intérêts minoritaires dans Parcify

En janvier 2018, bpost SA a acheté les actions restantes de Parcify SA, de manière à posséder un total de 100% de parts pour un prix de 0,3 million EUR.

Contrepartie conditionnelle pour DynaGroup

En janvier 2018, bpost SA a payé 42,0 millions EUR en exécution de l'accord de contrepartie conditionnelle. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été comptabilisée en tant que passif. Ce paiement n'a exercé aucun impact sur le goodwill calculé initialement ou sur le résultat de l'année. Le solde de la contrepartie conditionnelle, payable en 2019, est plafonné à 9,0 millions EUR (entre autres en fonction des résultats financiers) et est comptabilisé en tant que passif.

Contrepartie conditionnelle pour FDM

En février 2018, bpost SA a payé 5,0 millions AUD (3,3 millions EUR) en exécution de l'accord de contrepartie conditionnelle sur base des performances de décembre 2017 de Freight Distribution Management Systems Pty Ltd. et FDM Warehousing Pty Ltd. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été comptabilisée en tant que passif. Ce paiement n'a exercé aucun impact sur le goodwill calculé initialement ou sur le résultat de l'année.

Acquisition de Leen Menken Foodservice Logistics BV

Le 11 janvier 2018, bpost a racheté l'entreprise néerlandaise Leen Menken Foodservice Logistics BV. Leen Menken Foodservice Logistics BV est un opérateur logistique assumant le transport de produits réfrigérés et congelés pour l'e-commerce. bpost a payé un montant de 0,85 million EUR pour 100% des actions et a en outre procédé à une augmentation de capital de 2,35 millions EUR. De plus, l'accord inclut un arrangement de contrepartie conditionnelle et prévoit une rémunération supplémentaire pouvant atteindre jusqu'à 1,5 million EUR. La société a été consolidée dans le segment opérationnel P&L en recourant à la méthode dite d'intégration globale à compter de janvier 2018. Il n'est pas encore possible d'estimer la juste valeur des actifs et passifs à la date d'achat. Par conséquent, la fixation de la valeur comptable de l'entité acquise et l'allocation finale du prix d'acquisition sont toujours à l'étude et ne seront pleinement révélées qu'en 2018.

Acquisition de IMEX Global Solutions, Inc. et M.A.I.L., Inc.

En janvier 2018, Landmark Global a acquis 100% des actions d'Imex Global Solutions, Inc. et de M.A.I.L., Inc. Les deux sociétés sont actives dans le secteur du courrier commercial et sont acquises par MSI, division Courrier de Landmark Global. IMEX Global Solutions, Inc. est une société américaine de logistique tierce, active dans la publication et la distribution transfrontalières de courrier, pour laquelle bpost a payé un montant de 8,0 millions USD. M.A.I.L., Inc. est active dans la distribution de courrier commercial, les catalogues pour (cyber)détaillants et les services de courrier, ainsi que dans la distribution de paquets. bpost l'a acquise pour un montant de 4,0 millions USD. Ces entreprises ont été consolidées dans le secteur opérationnel P&L en recourant à la méthode dite d'intégration globale à compter de janvier 2018. Il n'est pas encore possible d'estimer la juste valeur des actifs et passifs à la date d'achat. Par conséquent, la fixation de la valeur comptable de l'entité acquise et l'allocation finale du prix d'acquisition sont toujours à l'étude et ne seront pleinement révélées qu'en 2018.

Acquisition de Anthill BV

En mars 2018, bpost a acquis 63,6% des actions des sociétés néerlandaises Anthill BV, qui détiennent 100% des actions d'Active Ants BV. Active Ants fournit des services d'e-fulfilment et de transport aux entreprises actives dans l'e-commerce. Active Ants propose des services de stockage, des activités de pick & pack et expédie les produits. Anthill fonctionne uniquement en tant que société holding. bpost a payé un montant de 4,0 millions EUR pour 50% des actions et a procédé à une augmentation de capital de 3,0 millions EUR pour obtenir 13,6% d'actions supplémentaires. En outre, l'accord prévoit une contrepartie conditionnelle basée sur le chiffre d'affaires de 2018, qui peut s'élever à 0,8 million EUR. La société a été consolidée dans le secteur opérationnel P&L en recourant à la méthode dite d'intégration globale à compter de mars 2018. Il n'est pas encore possible d'estimer la juste valeur des actifs et passifs à la date d'achat. Par conséquent, la fixation de la valeur comptable de l'entité acquise et l'allocation finale du prix d'acquisition sont toujours à l'étude et ne seront pleinement révélées qu'en 2018.

5. Secteurs opérationnels

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des revenus par secteur opérationnel :

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2 ^e trimestre	
	2017	2018	Variation %	2017	2018

MRS	1.026,2	1.002,3	-2,3%	502,5	499,1
P&L	371,6	832,8	124,1%	187,5	425,1
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION POUR LES SECTEURS OPÉRATIONNELS	1.397,8	1.835,1	24,0%	690,0	924,2
Corporate (catégorie de réconciliation)	23,3	9,5	-59,3%	9,6	4,2
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1.421,1	1.844,6	29,8%	699,6	928,4

Les produits d'exploitation attribuables à l'entité opérationnelle MRS ont légèrement diminué de 3,4 millions EUR par rapport au deuxième trimestre 2017, pour s'établir à 499,1 millions EUR. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse sous-jacente du volume de Domestic Mail et à la baisse des revenus de Retail & Other, de la Distribution et des Banking and financial products, presque compensées par l'amélioration nette des prix et du mix du Domestic Mail.

Les produits d'exploitation de P&L ont augmenté de 237,6 millions EUR au second trimestre 2018, pour s'établir à 425,1 millions EUR. Cette augmentation a résulté essentiellement de l'intégration de Radial, d'une nouvelle croissance trimestrielle solide des Domestic Parcels, qui ont connu une hausse de volume de +25,8%, sous l'impulsion de l'e-commerce, de la croissance continue des paquets C2C, combinée à l'augmentation des International Parcels et d'International Mail.

Les revenus inter-sectoriels sont immatériels.

À l'exception de la rémunération reçue pour fournir les services décrits dans le contrat de gestion et la concession de presse (voir note 6), aucun client extérieur ne représente plus de 10% du total des revenus d'exploitation de bpost.

Le tableau suivant présente les revenus des clients externes alloués à la Belgique et aux pays étrangers, compris dans le total des produits d'exploitation de bpost. L'allocation des revenus entre les clients externes est effectuée selon leur localisation géographique.

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2 ^e trimestre	
	2017	2018	Variation %	2017	2018
Belgique	1.171,2	1.154,8	-1,4%	578,2	566,2
Reste du Monde	249,9	689,8	176,0%	121,4	362,2
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1.421,1	1.844,6	29,8%	699,6	928,4

Les tableaux suivants présentent l'EBIT et l'EAT des secteurs opérationnels de bpost pour les exercices clôturés les 30 juin 2018 et 2017 :

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2 ^e trimestre	
	2017	2018	Variation %	2017	2018
MRS	241,0	199,0	-17,4%	108,0	92,6
P&L	42,3	15,0	-64,4%	21,4	3,9
EBIT DES SECTEURS	283,3	214,0	-24,5%	129,4	96,5
Corporate (catégorie de réconciliation)	6,9	(9,0)	-230,5%	6,7	3,8
EBIT	290,2	205,1	-29,3%	136,0	100,3

L'EBIT du secteur opérationnel MRS a baissé de 15,4 millions EUR pour s'établir à 92,6 millions EUR au second trimestre 2018, en raison surtout de revenus moindres et de coûts supérieurs.

L'EBIT attribuable à l'entité opérationnelle P&L a diminué de 17,5 millions EUR, pour s'établir à 3,9 millions EUR au deuxième trimestre 2018. L'augmentation des revenus a été dépassée par la

hausse des coûts, en partie en raison de l'amortissement de Radial, affecté par les dépenses en capital élevées du passé.

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2 ^e trimestre	
	2017	2018	Variation %	2017	2018
MRS	241,0	199,0	-17,4%	108,0	92,6
P&L	42,3	15,0	-64,4%	21,4	3,9
EAT DES SECTEURS	283,3	214,0	-24,5%	129,4	96,5
Corporate (catégorie de réconciliation)	(87,6)	(86,1)	-1,7%	(29,6)	(31,0)
EAT	195,8	127,9	-34,6%	99,7	65,5

Les revenus financiers, les charges financières, la quote-part dans le résultat des entreprises associées et les charges d'impôt sur le résultat sont tous compris dans la catégorie de réconciliation « Corporate ».

Le tableau ci-dessous donne des informations détaillées sur la catégorie de réconciliation « Corporate » :

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2 ^e trimestre	
	2017	2018	Variation %	2017	2018
PRODUITS D'EXPLOITATION	23,3	9,5	-59,3%	9,6	4,2
Départements centraux (Finance, Legal, Internal Audit, CEO, ...)	(29,8)	(34,1)	14,3%	(15,7)	(16,9)
Autres éléments de réconciliation	13,5	15,7	16,3%	12,8	16,5
CHARGES D'EXPLOITATION	(16,4)	(18,5)	12,7%	(2,9)	(0,4)
EBIT CORPORATE (CATÉGORIE DE RÉCONCILIATION)	6,9	(9,0)	-230,5%	6,7	3,8
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	1,8	1,3	-28,1%	4,2	5,1
Résultats financiers	(1,6)	(9,6)	496,8%	(0,1)	(6,7)
Impôts sur le résultat	(94,7)	(68,8)	-27,3%	(40,4)	(33,2)
EAT CORPORATE (CATÉGORIE DE RÉCONCILIATION)	(87,6)	(86,1)	-1,7%	(29,6)	(31,0)

Le résultat d'exploitation (EBIT) attribuable à la catégorie de réconciliation « Corporate » est sensiblement en ligne avec l'année passée, l'EBIT ayant légèrement diminué de 2,9 millions EUR, pour s'établir à 3,8 millions EUR au second trimestre 2018.

Les actifs et passifs ne sont pas rapportés par secteur opérationnel dans la société.

6. Chiffre d'affaires

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin		2 ^e trimestre	
	2017	2018	2017	2018
Chiffre d'affaires excluant les rémunérations SIEG	1.268,5	1.696,1	625,8	853,7
Rémunération SIEG	134,4	134,7	66,5	66,9
TOTAL	1.402,9	1.830,7	692,3	920,6

7. Charges d'exploitation

Le tableau suivant présente un détail des services et biens divers :

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2 ^e trimestre		
	2017	2018	Variation %	2017	2018	Variation %
Loyers et charges locatives	45,8	75,4	64,7%	23,6	38,3	62,2%
Entretien et réparations	40,2	54,0	34,3%	20,7	27,4	32,3%
Fournitures d'énergie	20,2	22,3	10,5%	9,4	11,1	18,2%
Autres biens	10,0	16,5	64,5%	5,3	9,3	75,3%
Frais postaux et de télécommunication	3,9	9,9	-	1,9	5,6	-
Frais d'assurance	3,8	10,2	-	0,7	3,9	-
Coûts de transport	145,9	309,6	-	73,9	160,8	-
Publicité et annonces	7,0	11,7	66,7%	4,3	6,0	40,5%
Consultance	4,3	13,3	-	2,4	7,8	-
Frais d'intérim	30,0	71,8	-	15,9	35,1	-
Rémunération de tiers, honoraires	59,4	69,1	16,3%	30,5	35,1	15,2%
Autres services	10,6	46,1	-	5,5	36,3	-
TOTAL	381,1	709,7	86,2%	194,0	376,5	94,1%

Une extourne de provision (14,9 millions EUR) a été enregistrée au second trimestre 2018, parès réévaluation d'un risque.

8. Immobilisations corporelles

Au premier semestre 2018, les immobilisations corporelles ont diminué de 26,3 millions EUR, soit 3,7%, pour s'établir à 684,0 millions EUR au 30 juin 2018. Cette baisse est principalement due à des amortissements pour 62,8 millions EUR et à des transferts d'actifs destinés à la vente pour 1,3 million EUR, partiellement compensés par des dépenses en capital pour 34,2 millions EUR et par l'intégration de Leen Menken Foodservice Logistics B.V., IMEX Global Solutions, Inc., M.A.I.L., Inc. et Active Ants pour 10,6 millions EUR.

9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 17,9 millions EUR au premier semestre 2018, soit 2,0%, pour atteindre 928,4 millions EUR au 30 juin 2018. L'augmentation est principalement due aux dépenses en capital pour 5,8 millions EUR et au goodwill préliminaire résultant de l'acquisition de Leen Menken Foodservice Logistics B.V., IMEX Global Solutions, Inc., M.A.I.L., Inc. et Active Ants pour 12,5 millions EUR (à noter que ces goodwills sont encore provisoires car l'allocation du prix d'acquisition est toujours en révision) et l'augmentation du goodwill préliminaire de Radial (11,7 millions EUR, principalement expliqué par l'évolution des taux de change), partiellement compensé par les amortissements pour 12,5 millions EUR.

10. Participations dans les entreprises associées

Les participations dans des entreprises associées ont diminué de 71,7 millions EUR, soit 21,8%, à 257,4 millions EUR au 30 juin 2018. Cette diminution est principalement due à l'application d'IFRS 9

Instruments financiers qui a remplacé IAS 39 Instruments financiers Comptabilisation et évaluation au 1er janvier 2018 au sein de bpost banque. En conséquence, une grande partie de son portefeuille obligataire a été reclassée de la catégorie IAS 39 disponible à la vente à la catégorie de coût amorti IFRS 9, ce qui a entraîné une diminution des capitaux propres de bpost banque de 119,8 millions EUR et par conséquent la participation de bpost dans les entreprises associées de 59.9 millions EUR. En outre, cette diminution est due à la diminution du gain non réalisé sur le portefeuille obligataire de 13,1 millions EUR, reflétant une augmentation moyenne de la courbe de rendements sous-jacents de 7 points de base (bps) par rapport au 31 décembre 2017, compensée par la part de bpost dans la perte de bpost banque pour 1,3 million EUR. Au 30 juin 2018, les participations dans les entreprises associées comprennent des gains nets non réalisés portant sur le portefeuille obligataire d'un montant de 51,2 millions EUR, ce qui représente 19,9% du total des participations dans des entreprises associées. Les gains non réalisés ont été générés par un plus faible niveau des taux d'intérêt par rapport aux rendements au moment de l'acquisition de ces obligations. Les gains non réalisés ne sont pas comptabilisées dans le compte de résultats, mais directement en capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.

11. Créances commerciales et autres créances courantes

Les créances commerciales et autres créances ont diminué de 165,9 millions EUR, soit 23,1%, pour s'établir à 553,5 millions EUR au 30 juin 2018. Cette baisse résulte essentiellement du règlement habituel de la créance des SIEG pour le premier trimestre 2018.

12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 25,2 millions EUR, soit 5,4%, pour s'établir à 491,2 millions EUR au 30 juin 2018. Cette augmentation est principalement due au flux de trésorerie disponible normalisé (72,7 millions EUR), partiellement compensé par le paiement du dividende de 50,0 millions EUR.

13. Avantages au personnel

En millions EUR	Au 31 décembre 2017	Au 30 juin 2018
Avantages postérieurs à l'emploi	(50,7)	(49,0)
Avantages à long terme	(108,2)	(118,8)
Indemnités de fin de contrat de travail	(6,6)	(8,4)
Autres avantages à long terme	(161,5)	(156,8)
TOTAL	(326,9)	(333,1)

Les avantages au personnel ont augmenté de 6,2 millions EUR, soit 1,9%, pour s'établir à 333,1 millions EUR au 30 juin 2018. Cette hausse reflète avant tout :

- Le paiement d'avantages pour un montant de 15,3 millions EUR.
- Des gains actuariels opérationnels pour un montant de 0,3 million EUR.
- Des charges additionnelles de service (15,1 millions EUR), un transfert entrant lié aux congés épargne-pension (5,6 millions EUR) et des charges d'intérêts (2,1 millions EUR).
- Des gains financiers actuariels de 0,3 million EUR engendrés par des changements dans les taux d'actualisation.
- D'un gain de réévaluation de 0,8 million EUR (avant impôts) lié aux avantages postérieurs à l'emploi reconnu dans les autres éléments du résultat global.

14. Dettes commerciales et autres dettes non courantes

Les dettes commerciales et autres dettes non courantes ont diminué de 5,9 millions EUR, pour atteindre 39,3 millions EUR au 30 juin 2018, principalement en raison de la contrepartie conditionnelle de DynaGroup transférée aux autres dettes courantes.

15. Dettes commerciales et autres dettes courantes

Les dettes commerciales et autres dettes courantes ont diminué de 218,1 millions EUR, soit 17,9%, pour s'élever à 1.000,1 millions EUR au 30 juin 2018. Cette diminution est due à la réduction des dettes commerciales courantes à concurrence de 109,1 millions EUR et des dettes sociales pour 76,8 millions EUR et des autres dettes de 32,2 millions EUR. La réduction des dettes sociales résulte essentiellement d'une différence de calendrier, les provisions sociales pour l'année 2017 entière (congrés payés, primes...) ayant été payées au premier semestre 2018. La diminution des dettes commerciales est principalement un élément de phasage étant donnée la haute saison au quatrième trimestre. La diminution des autres dettes est lié principalement au paiement de la contrepartie conditionnelle de DynaGroup et FDM (45,4 millions EUR) partiellement contrebalancé par le transfert de la contrepartie conditionnelle de DynaGroup des dettes commerciales et autres dettes non courantes.

16. Actifs et passifs financiers

Le tableau ci-dessous donne des informations sur la catégorie de mesure de la juste valeur des actifs et passifs financiers de bpost au 30 juin 2018 :

En millions EUR Au 30 juin 2018	Valeur comptable	Catégorisé à la juste valeur		
		Prix coté sur un marché actif (Niveau 1)	Autre donnée significativ e observable (Niveau 2)	Donnée significativ e non observable (Niveau 3)
Actifs financiers				
Actifs non courants				
Actifs financiers évalués au coût amorti	10,9			
Actifs courants				
Instruments dérivés - forex swap	0,0		0,0	
Actifs financiers évalués au coût amorti	1.047,2			
Total actifs financiers	1.058,1			
Passifs financiers évalués à leur juste valeur :				
Non courants				
Passifs financiers évalués au coût amorti	101,0			
Courants				
Instruments dérivés - interest rate swap	18,8		18,8	
Instruments dérivés - forex swap	0,1		0,1	
Instruments dérivés - cross currency swap	3,0		3,0	
Instruments dérivés - forex forward	0,6		0,6	
Passifs financiers évalués au coût amorti	1.757,0			
Total passifs financiers	1.880,5			

La juste valeur des actifs financiers courants et non courants évalués au coût amorti et des passifs financiers courants et non courants évalués au coût amorti approchent leurs valeurs comptables. Leurs justes valeurs ne devraient pas être publiées, ces dernières n'étant pas évaluées dans le bilan.

Au cours de la période, il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie de juste valeur. Il n'y a par ailleurs pas eu de changements dans les techniques de valorisation et les inputs appliqués.

17. Instruments financiers dérivés et couverture

En février 2018, bpost a contracté un swap à terme de 10 ans avec une valeur nominale de 600 millions EUR. La transaction a été réalisée pour couvrir le risque de flux de trésorerie sur l'émission envisagée d'une obligation à long terme en vue de refinancer l'emprunt bancaire à court terme contracté pour l'acquisition de Radial. L'émission d'une obligation à long terme a été évalué comme hautement probable et les exigences pour la comptabilité de couverture ont été rencontrés. bpost a dès lors enregistré cette transaction comme couverture de flux de trésorerie.

Au 30 juin 2018, la juste valeur des instruments dérivés s'élevait à 19,8 millions EUR (perte) et a été comptabilisée comme dettes financières (instruments dérivés). La durée et le montant nominal de l'obligation envisagée ayant changé comparé à février 2018, le montant de la couverture de flux de trésorerie ineffective (basé sur la méthode du dérivé hypothétique) a été estimé à 1,0 million EUR et a été comptabilisé en tant que charge financière dans le compte de résultats. La partie effective de la couverture de flux de trésorerie (18,8 millions EUR) a été comptabilisée dans l'autre résultat global (le montant net d'impôts est 14,1 millions EUR), en tant que réserve de couverture de flux de trésorerie. Cette réserve de couverture de flux de trésorerie sera reclassée en compte de résultats dans les mêmes périodes, les flux de liquidité des obligations à long terme affecteront les résultats durant les 8 années suivant la date d'émission.

18. Passifs et actifs éventuels

Les passifs et les actifs éventuels sont matériellement inchangés par rapport à ceux décrits dans la note 6.30 des états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2017. Ce rapport financier intermédiaire doit être lu conjointement avec les états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2017.

19. Événements survenus après la clôture de l'exercice

Le 4 juillet 2018, bpost a émis avec succès une obligation à long terme de 650,0 millions EUR pour garantir le financement de sa croissance. bpost a émis une obligation à 8 ans de 650,0 millions EUR, deux fois sursouscrite, avec un coupon de 1,25%. La transaction servira à refinancer l'acquisition de Radial Holdings, LP en novembre 2017 à de très bonnes conditions financières.

Rapport du Collège des Commissaires-Réviseurs d'Entreprises

Rapport du Collège des Commissaires – Réviseurs d'Entreprises à la société anonyme de droit public bpost sur l'examen limité des états financiers consolidés intermédiaires condensés clos le 30 juin 2018 pour la période de six mois se terminant à cette date

Introduction

Nous avons procédé à un examen limité du bilan consolidé intermédiaire de bpost SA de droit public (la "Société") et de ses filiales (communément le « Groupe »), arrêté au 30 juin 2018, ainsi que du compte de résultats consolidé intermédiaire, de l'état du résultat global consolidé intermédiaire, de l'état des variations des capitaux propres consolidé intermédiaire, et du tableau des flux de trésorerie intermédiaire consolidé y afférent pour la période de six mois se terminant à cette date ainsi que des notes explicatives, communément, les « Etats Financiers Consolidés Intermédiaires Condensés ».

La préparation et la présentation des Etats Financiers Consolidés Intermédiaires Condensés conformément à l'International Financial Reporting Standard IAS 34 Information Financière Intermédiaire adopté par l'Union Européenne relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion. Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur ces Etats Financiers Consolidés Intermédiaires Condensés basée sur notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité conformément à la norme internationale ISRE 2410 « Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité ». Un examen limité de l'information financière intermédiaire comprend la réalisation d'entretiens, essentiellement avec le personnel de la société responsable des matières financières et comptables, l'application de revues analytiques ainsi que d'autres travaux. L'étendue de ces travaux est largement moins importante que celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit (ISA's) et, de ce fait, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les Etats Financiers Consolidés Intermédiaires Condensés ci-joints n'ont pas été établis, dans tous ses aspects significatifs, conformément à l'IAS 34 Information Financière Intermédiaire, tel qu'adopté par l'Union Européenne.

Diegem, le 8 août 2018

Le Collège des Commissaires - Réviseurs d'Entreprises

Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises SCCRL
représentée par

PVMD Bedrijfsrevisoren BCVBA
représentée par

Romuald Bilem
Associé*
*Agissant au nom d'une SPRL

Caroline Baert
Associée*

Autres informations financières (non audité)

Rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés

bpost analyse également la performance de ses activités sur une base normalisée ou avant éléments d'ajustement. Les postes d'ajustement représentent des éléments importants de revenus ou de charges qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus du reporting interne et des analyses de performance. bpost recourt à une approche cohérente pour déterminer si un élément de revenu ou de charge est un élément d'ajustement et s'il est suffisamment important pour être exclu des chiffres rapportés pour obtenir les chiffres normalisés.

Un élément d'ajustement est réputé important lorsqu'il s'élève à 20 millions EUR ou plus. Tous les profits ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent, ainsi que l'ensemble des impacts comptables hors trésorerie de l'allocation du prix d'acquisition (PPA), lié aux acquisitions. Les extournes des provisions dont le calcul a été normalisé à partir des revenus sont également normalisés quel que soit le montant.

La présentation des résultats normalisés n'est pas conforme aux IFRS et n'est pas audité. Les résultats normalisés ne peuvent être comparés aux chiffres normalisés par d'autres entreprises, étant donné que ces entreprises peuvent calculer leurs chiffres normalisés différemment de bpost. Les mesures financières normalisées sont présentées ci-dessous.

Compte de résultats

PRODUITS D'EXPLOITATION

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2 ^e trimestre		
	2017	2018	Variation %	2017	2018	Variation %
Total des produits d'exploitation	1.421,1	1.844,6	29,8%	699,6	928,4	32,7%
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION NORMALISE	1.421,1	1.844,6	29,8%	699,6	928,4	32,7%

CHARGES D'EXPLOITATION

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2 ^e trimestre		
	2017	2018	Variation %	2017	2018	Variation %
Total des charges d'exploitation à l'exclusion des dépréciations/amortissements	(1.084,8)	(1.564,0)	44,2%	(540,3)	(788,0)	45,8%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION A L'EXCLUSION DES DEPRECIATIONS/AMORTISSEMENTS	(1.084,8)	(1.564,0)	44,2%	(540,3)	(788,0)	45,8%

EBITDA

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2 ^e trimestre		
	2017	2018	Variation %	2017	2018	Variation %
EBITDA	336,3	280,6	-16,6%	159,3	140,4	-11,9%
EBITDA NORMALISE	336,3	280,6	-16,6%	159,3	140,4	-11,9%

EBIT

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2 ^e trimestre		
	2017	2018	Variation %	2017	2018	Variation %
Résultat d'exploitation (EBIT)	290,2	205,1	-29,3%	136,0	100,3	-26,3%
Impact hors trésorerie de l'allocation du prix d'acquisition (PPA) ⁽¹⁾		4,4			2,3	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION NORMALISE (EBIT)	290,2	209,4	-27,8%	136,0	102,6	-24,6%

RESULTAT DE LA PERIODE (EAT)

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2 ^e trimestre		
	2017	2018	Variation %	2017	2018	Variation %
Résultat de l'année	195,8	127,9	-34,6%	99,7	65,5	-34,4%
Impact hors trésorerie de l'allocation du prix d'acquisition (PPA) ⁽¹⁾		3,3			1,8	
RÉSULTAT DE L'ANNEE NORMALISE	195,8	131,3	-32,9%	99,7	67,3	-32,6%

⁽¹⁾ Conformément à la norme IFRS 3 et tout au long de l'allocation du prix d'acquisition (PPA) pour de Buren, DynaGroup et Ubiway, bpost a comptabilisé plusieurs immobilisations incorporelles (marques, savoir-faire, relations clients...). L'impact hors trésorerie constitué des charges d'amortissement sur ces actifs incorporels est normalisé.

Flux de trésorerie

Aucun élément d'ajustement n'a été identifié dans le flux de trésorerie aux premiers et seconds trimestres 2018 et 2017.

Rapprochement entre le résultat net consolidé IFRS et le résultat net non consolidé selon les GAAP belges

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin			2 ^e trimestre		
	2017	2018	Variation %	2017	2018	Variation %
Résultat net consolidé IFRS	195,8	127,9	-34,6%	99,7	65,5	-34,4%
Résultats des filiales et impacts de déconsolidation	(22,9)	5,2	-122,7%	(9,9)	2,8	-128,6%
Autres impacts de déconsolidation	21,4	10,9	-49,0%	15,5	10,5	-32,5%
Différences dans les dotations aux amortissements et réductions de valeur	1,8	1,3	-27,8%	0,8	1,8	125,6%
Différences de comptabilisation des provisions	(0,3)	(0,7)	135,7%	(0,5)	0,1	-119,5%
Effets de la norme IAS19	(33,0)	1,8	-105,6%	(29,3)	3,5	-112,0%
Amortissements d'immobilisations incorporelles PPA	0,0	4,4		0,0	2,3	
Impôts différés	3,3	(0,7)	-122,7%	1,6	(1,3)	-181,3%
Autres	4,8	4,8	0,9%	(1,5)	(2,6)	75,0%
Résultat net non consolidés selon les GAAP belges	170,8	154,9	-9,3%	76,5	82,6	8,1%

Le résultat non consolidé de bpost après impôts, préparé en vertu des GAAP belges, peut être obtenu en deux étapes à partir du résultat après impôts consolidé selon les normes IFRS.

La première étape consiste à déconsolider le résultat après impôts selon les normes IFRS, c.-à-d. :

- soustraire les résultats des filiales, à savoir retirer le résultat des filiales après impôts ; et
- éliminer tout autre impact des filiales sur le compte de résultats de l'entreprise (comme les réductions de valeur) et ajouter les dividendes reçus de ces filiales.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des impacts mentionnés ci-dessus :

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 juin		2 ^e trimestre	
	2017	2018	2017	2018
Bénéfice des filiales consolidées par intégration globale belges (GAAP locales)	(9,4)	(5,0)	(4,4)	(2,4)
Bénéfice des filiales internationales (GAAP locales)	(6,7)	16,9	(2,7)	8,2
Part des bénéfices des sociétés associées (GAAP locales)	(6,8)	(6,1)	(2,7)	(2,9)
Autres impacts de déconsolidation	21,4	10,3	15,5	10,5
Total	(1,5)	16,1	5,7	13,3

La seconde étape consiste à extraire les chiffres GAAP belges des chiffres IFRS en extournant tous les ajustements IFRS effectués aux chiffres GAAP. Voici une liste non exhaustive de ces ajustements :

- Différences dans le traitement des amortissements et réductions de valeur : les GAAP belges autorisent des durées de vie utile (et donc des taux d'amortissement) différentes pour les actifs immobilisés par rapport aux IFRS. Le goodwill est amorti selon les GAAP belges alors que les IFRS exigent un test de réduction de valeur. Les IFRS permettent également de comptabiliser les actifs incorporels au bilan sous d'autres conditions que les GAAP belges ;

- Les provisions sont comptabilisées suivant des critères différents selon les GAAP belges et les IFRS ;
- Les IFRS exigent que toutes les obligations futures envers le personnel soient comptabilisées en tant que dettes sous l'IAS 19, ce que les GAAP belges ne prévoient pas. Les mouvements de dettes IFRS sont comptabilisés dans le compte de résultats de la Société sous la rubrique frais de personnel ou provisions, à l'exception de l'impact des fluctuations des taux d'actualisation des obligations futures comptabilisé comme résultat financier. L'évolution d'une année à l'autre au second trimestre est principalement expliquée par la suppression de l'avantage transport pour le personnel retraité de bpost ;
- Conformément à la norme IFRS 3 bpost a effectué l'allocation du prix d'acquisition (PPA) pour de Buren, DynaGroup et Ubiway et a comptabilisé plusieurs immobilisations incorporelles (marques, savoir-faire, relations clients...). Les charges d'amortissement de ces actifs incorporels s'élèvent à 4,4 millions EUR en 2018. En 2017, il n'y avait pas d'impact relatif au PPA.
- Les impôts différés ne sont pas un principe comptable selon les GAAP belges, mais bien sous les IFRS.

Déclarations des représentants légaux

Le Comité de direction de bpost déclare que, au meilleur de sa connaissance, les états financiers consolidés abrégés, établis en vertu des normes internationales d'information financière (IFRS), comme validé par l'Union européenne, donnent une image fidèle et juste des actifs, de la position financière et des résultats de bpost et des filiales incluses dans la consolidation.

Le rapport financier donne un aperçu fidèle de l'information qui doit être publiée conformément aux articles 13 et 14 du Décret Royal du 14 novembre 2007.

Le Comité de direction de bpost est représenté par Koen Van Gerven, administrateur délégué et Henri de Romree, Chief Financial Officer.

Déclarations prospectives

Les informations de ce document peuvent inclure des déclarations prospectives⁵, basées sur les attentes et projections actuelles du Management concernant des événements à venir. De par leur nature, les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de performances futures et induisent des risques connus et inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs, du fait qu'elles se réfèrent à des événements et dépendent de circonstances futures, sous le contrôle ou non de l'Entreprise. De tels facteurs peuvent induire un écart matériel entre les résultats, les performances ou les développements réels et ceux qui sont exprimés ou induits par de telles déclarations prospectives. Par conséquent, il n'y a aucune garantie que de telles déclarations prospectives se vérifieront. Elles ne se révèlent pertinentes qu'au moment de la présentation et l'Entreprise ne s'engage aucunement à mettre à jour ces déclarations prospectives pour refléter des résultats réels, des modifications d'hypothèses ou des changements au niveau des facteurs affectant ces déclarations.

⁵ Comme défini entre autres au sens de l'U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995

Glossaire

- **Belgian GAAP** : cadre d'information financière applicable en Belgique
- **Capex** : montant total investi dans les immobilisations.
- **EAT** : Earnings After Taxes
- **EBIT ou Résultat d'exploitation** : Earnings Before Interests and Taxes
- **EBITDA**: Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization. Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations.
- **Taux d'imposition effectif**: Impôt des sociétés/Résultats avant impôts
- **Dette nette/(trésorerie nette)** représente les prêts, avec ou sans intérêts diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie
- **EBITDA/EBIT/EAT normalisé** : EBITDA/EBIT/EAT, éléments d'ajustement exclus. Les postes d'ajustement représentent des éléments importants de revenus ou de charges qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus du reporting interne et des analyses de performance. bpost recourt à une approche cohérente pour déterminer si un élément de revenu ou de charge est un poste d'ajustement et s'il est suffisamment important pour être exclu des chiffres rapportés pour obtenir les chiffres normalisés. Un élément d'ajustement est réputé important lorsqu'il s'élève à 20 millions EUR ou plus. Tous les profits ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent. Les extournes des provisions dont le calcul a été normalisé à partir des revenus sont également normalisées quel que soit le montant.
- **Flux de trésorerie opérationnel disponible (FCF)**: trésorerie nette des activités d'exploitation + trésorerie nette des activités d'investissements.
- **Volume sous-jacent** : commence à partir du volume publié et inclut quelques corrections, par exemple l'impact du nombre de jours ouvrables sur les ventes de timbres et de machines à affranchir et les volumes de courrier liés aux élections.